

**ESSAI SUR LES CONDITIONS DE RESTRUCTURATION DU MODE DE
PRODUCTION D'UNE POPULATION DE REFUGIES TIBETAINS.**

Jean-Luc CHEVANNE
Université Paris VIII

L'approche analytique que nous proposons est celle de la reconversion du mode de production des populations nomades d'éleveurs du Jhantang sédentarisés dans les camps de réfugiés tibétains du Ladakh. En prenant pour point de départ l'étude du mode de production (force de travail, objet sur lequel elle s'exerce et moyens mis en oeuvre pour les transformer en produits), et les rapports de production spécifiques qui en déterminent l'appropriation sociale, cette analyse permet d'atteindre un double objectif : déterminer d'une part la forme et le niveau d'existence matérielle d'un groupe humain considéré en tant qu'unité de production, et dévoiler d'autre part les rapports sociaux cachés entre producteurs et non producteurs que ce mode de production implique.

Envisagée du point de vue de la seule division du travail, l'analyse comparée d'une société d'éleveurs nomades et d'une société d'agriculteurs sédentaires ne permettrait de mettre en évidence que la seule différence des chaînes opératoires impliquées par deux procès de travail différents et les formes de coopération, simple ou complexe, qu'elles sous-tendent. Du point de vue du mode de production par contre, cette même analyse mettra également en évidence des interactions entre les formes du travail et les structures sociales telles que, par exemple, leur limitation à des formes compatibles

avec deux modes de production distincts : alors qu'à l'économie nomade correspondent des rapports sociaux lâches et discontinus entre les différentes unités de production que constituent les familles claniques de la tribu et des formes spécifiques de propriété, de coopération ou d'habitat, des rapports sociaux étroits, stables et prolongés correspondent par contre à l'économie agricole sédentaire.

La reconversion dans la sédentarisation agricole des tribus d'éleveurs nomades du Jhantang ne se limite donc pas à celle des différents procès de la vie matérielle, mais elle implique également celle du mode de production en tant que combinaison des facteurs de production et des rapports sociaux de production et de circulation des biens matériels.

Alors que dans l'économie agraire l'objet du travail est la terre, dans l'économie nomade, l'objet de travail est le bétail (yaks, dzoz, chèvres et moutons), dont le produit (lait, viande, laine, peaux et bouses) est transformé en valeur d'usage par le procès de travail. Cette relation des individus dans leurs rapports matériels avec leur environnement sur la base d'une technologie déterminée comporte dans le cas présent deux types d'activités distinctes : d'une part l'accompagnement des troupeaux sur les herbages en vue d'en tirer des produits et, d'autre part, la transformation de ces produits en valeurs d'usage pour la satisfaction des besoins de consommation de la tribu, qui peut être soit directe (lait, bouses), soit différée. Dans ce dernier cas, la valeur d'usage est acquise par un procès de travail spécifique qui permet d'y ajouter une plus-value avec la préparation de fromages, de conserves de viande congelée ou séchée, de peaux et la fabrication de tissus ou de couvertures de feutre. Tous ces produits constituent à la fois des provisions pour la consommation familiale et des valeurs d'échange en vue de l'acquisition, sur le marché annuel des foires, de biens de consommation qui ne sont pas produits par les unités de production domestiques : céréales, fil et aiguilles pour la couture, bijoux, ustensiles de cuisine, outils, etc...

Le mode de production des éleveurs nomades se caractérise donc par une coopération directe et étroite des différents membres de la famille clanique qui fonctionne comme une unité indépendante de production et de consommation directe au sein de la tribu de février à septembre, pendant toute la saison des transhumances. D'octobre à janvier par contre, l'hivernage forcé impose la cohabitation des familles claniques et le mode de

production de la tribu ne repose plus exclusivement sur les procès de travail individuel des familles, mais également sur le procès social de production qui suppose la coopération entre les différentes unités de production domestique de la tribu, les agriculteurs sédentaires et les commerçants caravaniers en vue d'une satisfaction commune des demandes respectives de biens de consommation.

Actuellement, 2000 nomades seulement continuent de vivre traditionnellement de leurs troupeaux sur les herbages du Jhantang indien, et leur mode de production tend à se transformer en raison des conditions nouvelles liées à leur statut de réfugiés. Ils se trouvent en premier lieu confrontés à des rapports viagers nouveaux fondés sur l'antériorité de l'occupation des sols ; bien que relevant des compétences du "District Commissioner" de Leh qui en assure la répartition administrative, l'accès aux pâturages est en fait le plus souvent subordonné à l'autorisation préalable des éleveurs Ladakhis qui peuvent l'interdire ou le monnayer. En second lieu, ils se trouvent dans des structures sociales nouvelles, alors que les tribus traditionnelles d'éleveurs nomades du Jhantang tibétain ne reconnaissaient d'autre autorité que celle du Conseil des Anciens (les fonctions de chef de tribu, ou "Gowa" étant purement honorifiques puisqu'elles se limitaient à la collecte de l'impôt pour le compte du Seigneur et au rôle de porte-parole du Conseil des Anciens qui le désignait), les différentes tribus ont désormais chacune à leur tête un représentant chargé des questions administratives, dont les relations locales avec les éleveurs Ladakhis et avec les camps de l'armée indienne. Ces représentants sont eux-mêmes placés sous l'autorité d'un Délégué aux affaires des réfugiés tibétains du Jhantang, chargé des relations officielles avec le Gouvernement indien et avec les autorités du Ladakh. Enfin, leur mode de vie se modifie sensiblement ; actuellement les populations nomades se concentrent l'hiver dans les principaux villages (Nyima, Hranley, Hrasund, Kasung, Same et Karnack), où se développent de petites cultures d'appoint d'orge et de pois. Elles perdent ainsi leur statut de "brog-pa" (nomades des pâturages) et se rapprochent de celui de "rong-pa" (fermiers des vallées cultivées pratiquant l'élevage sur pâturage d'été).

L'habitat hétérogène y est un compromis entre la maison traditionnelle de briques crues de l'agriculteur et la tente en poils de yak du nomade, entre lesquelles prennent place des cabanes faites de bâches militaires ou de parachutes réformés. Contrairement également aux "brog-pa" leur principale ressource n'est plus le gros bétail (yaks, dzoz), mais la vente de la laine des petites chèvres naines pashimina aux commerçants du Kashmir : un kilo de laine vendu au prix approximatif de 120 à 130 roupies (70 F. environ en 1981) nécessite la tonte de 5 à 6 chèvres.

Les 2 000 autres réfugiés, qui ont perdu leur cheptel dans l'exode ou du fait des rigueurs de l'hiver au Jhantang indien, se sont regroupés dans le district de Leh où le gouvernement indien tente de les sédentariser dans 10 camps d'accueil : après leur avoir fourni l'assistance et les matières premières pour la construction de leurs maisons dans le périmètre des camps, il leur a distribué des terres afin de leur permettre d'accéder à l'autosuffisance alimentaire en les reconvertissant à l'agriculture.

Mais dans cette région le sol est constitué d'immenses cônes de déjection stériles et arides appuyés aux contreforts montagneux : blocs de rochers désintégrés par le gel, gravier, sable, poussière que seul un travail considérable de préparation des sols permet de mettre en valeur.

A l'exception de deux larges bandes d'herbages traditionnellement réservées au pâturage du cheptel ladakhi qui bénéficie d'une irrigation naturelle par le lit de l'Indus, le profil de la vallée est impropre à la submersion des terres.

Le problème du contrôle de l'eau est donc vital, car rien ne pousse naturellement en dehors de l'étroit cordon fertile des berges de l'Indus sur lesquelles se groupent des propriétés foncières des premiers occupants du sol, les Ladakhis : l'affleurement de la nappe phréatique et la fertilité des limons alluviaux y assurent de très bons rendements pour le seigle, l'orge, les légumes, pommiers, abricotiers et saules ; les mêmes conditions favorables se retrouvent dans les villages ladakhis établis de part et d'autre de la vallée au pied des montagnes où de vastes réservoirs recueillent les eaux des sources et les redistribuent aux champs par un important réseau de canaux d'irrigation.

La maîtrise de l'eau constitue dans ces conditions le principal sujet de conflit entre les populations autochtones et les Tibétains ; mais le statut de réfugiés ne permet pas à ces derniers de contester aux Ladakhis le

contrôle de points d'eau. Aussi l'armée indienne n'eût d'autre solution au problème de l'approvisionnement en eau des camps que de creuser sur plusieurs kilomètres de longueur un canal d'adduction prélevant l'eau en amont de l'Indus. Mais le débit de ce canal, nettement insuffisant du fait de l'extension des camps, ne permet aux paysans que d'irriguer leurs champs à tour de rôle pendant quelques heures trois ou quatre fois par mois. La première irrigation a lieu en principe lorsque les pousses ont atteint 2 ou 3 cm et devrait normalement être suivi d'irrigations quotidiennes.

L'orge noir tibétain ("ne-kar-mo"), appelé "gris" en ladakhi, est la seule céréale susceptible de pousser à des altitudes supérieures à 3 500 mètres et constitue la principale ressource alimentaire de la région. Sa croissance est toutefois subordonnée à la combinaison judicieuse de trois facteurs : l'eau, le soleil et la qualité de la terre.

Or la fûmure des champs fait comme l'eau cruellement défaut dans les champs des réfugiés, du fait que les rares bouses qui pourraient servir d'engrais sont détournées de cette fonction pour servir de combustible en une région où le bois de chauffe est inexistant.

La forte chaleur du soleil estival compense la courte durée de la saison et conduit normalement le grain à une prompt maturité : MOORCROFT signale que du seigle semé près de Leh un 10 mai fut moissonné dès le 12 septembre. A cette période en effet le développement des épis s'achève et la moisson se prépare car, si elle est laissée sur pied après son plein développement, les épis ont tendance à s'égrener.

Les moissons auxquelles nous avons participé en 1979 dans les champs tibétains étaient mauvaises, comme chaque année, et certains champs, véritables glacis de terre desséchée d'où n'émergeaient que quelques rares épis rabougris, ne permettaient même pas de récupérer les semences. Alors que dans les champs ladakhis une dizaine de moissonneurs par parcelle étaient mobilisés pour faucher les gerbes à la base avec leurs faucilles, un homme et deux femmes achevaient la moisson d'une parcelle tibétaine en moins d'une heure.

C'est pourquoi depuis 1959 des rations trimestrielles de riz, de farine d'orge, de thé, de sucre et de sel continuent d'être régulièrement distribuées aux réfugiés par les autorités indiennes. Pourtant l'échec apparent du programme dit "de réadaptation" par lequel d'anciens nomades se voyaient remettre une parcelle de terrain à cultiver pour subvenir aux

besoins de leurs familles et accéder à l'indépendance alimentaire ne saurait être totalement imputable à l'absence de savoir-faire, à la mauvaise qualité des sols ou à un manque chronique d'eau, mais à la conjugaison de ces différents facteurs que vient encore d'aggraver certaine politique inconsciente des organisations non gouvernementales d'aide au développement. Nous y reviendrons.

Les autorités indiennes s'efforcent également de développer une activité artisanale dans les camps : un "handicraft center" y a été construit, qui abrite une dizaine de métiers à tisser verticaux sur lesquels les femmes confectionnent des tapis de laine qui sont vendus sur place aux touristes de passage ou expédiés à Delhi. Dans un autre local les peintres de Tankas exercent leur art de reproduction minutieuse des grandes scènes liturgiques bouddhistes.

Bien que précaire, l'accueil dans les camps ne présente toutefois aucun caractère contraignant et ceux des réfugiés qui souhaitent les quitter sont libres de tenter leur chance dans une autre région de l'Inde, sous réserve toutefois de renoncer définitivement à toute forme ultérieure d'assistance. Compte-tenu de la situation générale de l'emploi en Inde, le risque est énorme et la plupart d'entre eux se résignent à leur sort, encouragés en cela par leur philosophie religieuse. Certains trouveront à s'employer comme coolies à la construction des routes de montagne, d'autres vivront de petits emplois d'intendance dans les camps voisins de l'armée indienne, tel ce garçon de cuisine payé en nature avec les restes de nourriture de la garnison. Parallèlement se développe une économie domestique de survie par laquelle chaque famille s'efforce de gérer la pénurie : vente sur le marché de Leh des derniers bijoux, objets de culte ou objets domestiques traditionnels, comme les barattes à thé (indomo) et les réserves d'eau en bois ou en terre (som) aujourd'hui remplacés par de vieux jerrycans et offerts à l'avidité des touristes de passage.

La forte concurrence de produits de fabrication industrielle a également fait disparaître de nombreuses activités villageoises qui permettaient aux familles de tirer quelques ressources complémentaires : jadis des mortiers en pierre d'usage collectifs, installés aux deux extrémités de chaque village, propriétés de la communauté, permettaient aux femmes de moudre la pierre à chaux destinée au chaulage extérieur des habitations, d'écraser les graines de colza ou de moutarde pour en extraire

l'huile servant à alimenter les lampes et à oindre le corps des petits enfants de la paysannerie, de pulvériser les noyaux d'abricots pour en extraire l'huile parfumée très prisée pour le lissage des cheveux, de moudre les racines de la garance sauvage pour en extraire un suc qui, mélangé à de la poudre d'alumine et de pyrite, fournissait une teinture brune pour les lainages, etc..., toutes activités aujourd'hui disparues faute de débouchés, au même titre que les outils et techniques correspondants. Partout, par contre, la lampe à kérosène a remplacé le foyer traditionnel, dans laquelle se consomment les maigres ressources des réfugiés.

Le manque chronique de matières premières les plus élémentaires constitue un obstacle insurmontable au développement économique des populations réfugiées et à l'innovation endogène. Si la plupart des rapports concernant des opérations de développement autocentré s'étendent avec complaisance sur les brillantes réalisations "pilotes" menées à l'échelon local afin d'augmenter la productivité du travail sans passer par le processus coûteux du transfert de technologie, ils n'en font pas moins l'impasse sur l'expression réelle des besoins, sur la manière appropriée de les satisfaire endogènement et sur le problème pourtant fondamental des ressources disponibles ; quels que soient l'habileté, le savoir-faire ou l'ingéniosité d'un artisan, celui-ci restera totalement impuissant s'il ne dispose au préalable d'un minimum d'outils et de matières premières à un coût compatible avec ses ressources. Or toutes les matières premières doivent être acheminées au Ladakh depuis le Kashmir.

Cette situation est doublement contraignante :

- d'une part, du fait du niveau de vie de ses populations et de sa position de monopole dans les échanges avec le Ladakh, le Kashmir pratique des prix élevés, qu'augmentent encore les frais de transport par camion en 2 ou 3 jours. Mais la rareté des matières premières est encore accrue par la fermeture pendant 7 mois de l'année de l'unique route reliant Leh à Shrinagar : de ce fait, le tonnage le plus important du trafic est constitué de produits vitaux pour la survie des populations pendant la longue période hivernale : kérosène, tissus, céréales, riz, légumes et fruits frais, bétail...
- d'autre part, les prix des matières premières sont artificiellement entretenus par les commandes importantes passées par certaines ONG qui contribuent à faire monter le cours des matières premières en assurant une

forte consommation de produits rares comme le bois de charpente, et en les achetant, du fait de leur statut, à des prix nettement plus élevés que ceux normalement pratiqués dans le commerce local. Ainsi, lorsqu'une association internationale d'aide aux enfants fait construire pour son village d'accueil une maison d'un seul étage d'environ 14 mètres sur 10, comportant une grande entrée et six pièces, un plancher et un plafond en bois, une porte et six baies vitrées, cette maison revient à 26.000 F. (coût 1980) bien que les murs soient de briques crues blanchis à la chaux et le toit en terrasse selon la technique tibétaine. Ce coût est à comparer au produit de la tonte de 5 petites chèvres naines, qui se vend 70 F environ.

De ce fait, les seuls investissements productifs consentis sont ceux de l'aide internationale, avec les errements qu'ils supposent.

Un premier exemple en est donné par la construction d'une "maison solaire" pour le compte du village SOS KINDERDORF INTERNATIONAL de Cholamsar ; il s'agit en fait d'une véranda vitrée composée de grandes plaques de verre acheminées à grands frais, fixées sur un bâti en bois rapporté sur l'avant d'une maison traditionnelle : le soleil se borne à chauffer l'intérieur de la serre ainsi constituée, mais aucun dispositif n'est prévu pour permettre la circulation par convection de l'air chaud, dont le gradient de température est d'ailleurs limité par le volume important de la véranda et par l'absence de tout artifice destiné à absorber la chaleur (murs peints en noir par exemple).

Un autre exemple est fourni par l'installation d'un panneau solaire photovoltaïque qui recharge une batterie destinée à assurer l'éclairage de l'hôpital. Cette installation séduit à première vue par sa simplicité et par la souplesse de son exploitation. Mais ses perspectives d'avenir dans le contexte socio-culturel local ne résistent pas à un examen attentif ; il est en effet nécessaire de respecter un minimum d'observations garantes du bon fonctionnement du système : orienter quatre fois par jour le capteur pour garantir la charge optimale de la batterie, en limiter les rythmes de décharge pour prévenir tout risque de détérioration fatale des éléments et la garantir contre les rigueurs hivernales. Enfin, qu'en est-il du service après-vente susceptible d'être assuré dans les Himalayas par un fabricant implanté dans le sud de l'Inde lorsqu'un composant électronique est grillé ? Sans vouloir critiquer le niveau de compétence technique des populations tibétaines, force est de constater l'impossibilité de dépanner de telles installations

avec les moyens du bord, qui se limitent le plus souvent à un vieux tournevis tordu.

Citons enfin pour mémoire les programmes d'équipement en éoliennes : l'utilisation de cette forme d'énergie semblait théoriquement vouée à un brillant avenir dans cette haute vallée balayée par les vents, aussi deux éoliennes ont-elles été installées ; or, malgré un vent fort, la première tournait lentement, dans l'impossibilité de prendre correctement le vent qui changeait régulièrement de direction, et la seconde était à l'arrêt, une pale brisée depuis longtemps semblait-il par une tempête.

Malgré ces échecs, une troisième éolienne a été installée depuis notre dernier séjour grâce aux fonds collectés par une ONG catholique...

En fait, l'aide internationale accentue la paupérisation des réfugiés :

- d'une part, les investissements énormes qu'elle consent dans le domaine de l'habitat épuisent les disponibilités locales du marché des matières premières et provoquent une flambée des prix du fait des augmentations brutales de la demande, avec la contrepartie de l'alignement des prix du marché sur le pouvoir d'achat le plus élevé.

- D'autre part, les investissements dans les technologies dites "appropriées" sont totalement improductifs dans la mesure où ils ne satisfont pas des besoins pressentis par les populations, mais correspondent bien plutôt à l'image narcissique que certains technocrates de la charité se font de ces besoins, et où ils ne représentent au mieux que les vestiges des coups de coeur de la bonne conscience universelle.

Enfin, certaines politiques de charité contribuent même à l'endettement chronique des populations assistées : lorsqu'en décembre 1978, un grand magazine allemand publie en pleine période de fêtes de fin d'année un article sur les "conditions pitoyables" dans lesquelles vivent les enfants des réfugiés tibétains du Ladakh, l'émotion suscitée en Allemagne est telle qu'elle s'épanche dans l'équivalent en Deutschmark de 1.760.000 F. Or, si une grande partie de cette somme est consacrée à la construction de nouvelles maisons dans le village d'enfants, une autre partie est distribuée sous forme de prêts aux réfugiés selon la logique suivante : partant de l'idée selon laquelle la situation des parents conditionne celle des enfants, ces prêts sans intérêt (heureusement !) sont destinés à permettre aux parents

d'acheter des semences à haut rendement et des engrais. D'un montant total de 200.000 roupies (108.000 F. 1979), pour les dix camps, ce prêt ne fait l'objet d'aucune demande de remboursement avant 1983, mais après cette date il doit être remboursé à l'ONG à raison de 25% par an sur quatre ans. Le mobile invoqué pour ce prêt est navrant : "La raison pour laquelle nous avons effectué cette aide sous forme de prêt, c'est (sic) que l'argent collecté grâce au (nom du magazine) est avant tout destiné aux enfants et que c'est une façon de les aider"... Sans doute en endettant leurs parents !...

Cette somme, minime par rapport à la somme totale recueillie, aurait pu être distribuée sous forme de dons ou pour financer des investissements productifs tels des travaux d'irrigation. Mais l'ONG préfère dans le cas présent agir comme une institution financière et ne fait en conséquence qu'augmenter sa pression sur les populations des camps :

- En premier lieu, l'introduction désordonnée de nouvelles semences à haut rendement qui requièrent des doses massives d'engrais est totalement néfaste en raison d'un manque d'eau chronique lié à une infrastructure hydraulique inadaptée ; d'autre part, alors que l'utilisation des céréales traditionnelles résulte d'un processus de lente adaptation de la variété végétale au milieu, les nouvelles semences obtenues à partir des nouvelles récoltes requièrent à leur tour une dose massive d'engrais et d'eau, avec pour conséquence l'accroissement de la dette.

- En second lieu, nous voyons mal comment ces prêts "accordés aux plus pauvres des réfugiés" pourront jamais être remboursés du fait de ce cercle vicieux : tout au plus cette pratique inepte généralise-t-elle une politique d'assistés, avec les conséquences économiques, sociales et culturelles que ce choix implique.

La question de l'expression des besoins réels est ambiguë dans la mesure où les populations ne s'expriment pas directement, mais par l'intermédiaire de leurs représentants chargés de la direction des camps et des relations avec les autorités administratives, des représentants de la planification de la bonne conscience universelle, mais surtout au travers de l'autorité spirituelle et temporelle du Dalaï-Lama.

Les discours prononcés par ce dernier lors de sa visite dans les camps en 1980 ont principalement porté sur la situation désastreuse de la religion bouddhiste au Tibet chinois et sur le rôle futur que les réfugiés seraient amenés à jouer dans l'avènement d'un Tibet nouveau, du fait qu'ils sont

considérés comme les derniers détenteurs de la tradition culturelle et religieuse.

La préservation de cette identité culturelle constitue la principale préoccupation des hautes autorités tibétaines en exil ; encore certaine ambiguïté plane-t-elle sur ses motifs profonds : lors d'une précédente recherche, nous avons en effet échangé pendant près d'un an une correspondance suivie avec un ministre délégué du Gouvernement Tibétain en exil à Dharansala (Himachal Pradesh), qui était notamment chargé de la réalisation d'un programme filmique sur les réfugiés Tibétains en exil. Mais notre problématique concernant la simple préservation par l'image et par le son des coutumes et traditions populaires des réfugiés tibétains du Ladakh cadrait mal avec les objectifs politiques de la demande : "être en mesure de montrer après notre retour aux Tibétains restés en Chine ce que nous avons réalisé pendant notre exil".

Les projets d'ordre économique semblent plus sérieux : la jeune soeur du Dalaï-Lama souhaite monter au Jhantang un centre d'apprentissage où les jeunes Tibétains pourraient apprendre les techniques de fabrication du fromage, de la tonte du bétail, du filtre, du tissage et du tricot. Actuellement, en effet, les produits bruts tels la laine, les peaux et le lait sont directement vendus aux commerçants Kashmiri sans qu'aucune plus-value ne puisse être dégagée. A titre d'exemple, nous avons acheté sur le marché de Shrinagar (Kashmir) un châle de laine pashmina pour 360 Rs. Or sa fabrication avait nécessité l'utilisation d'environ 100 g de laine achetée 120 Rs le kilo au producteur. La plus-value brute apportée par le travail de la laine, son tissage et la confection était donc de trente fois le coût des fournitures.

Ce projet présente d'autre part l'intérêt d'utiliser la main d'oeuvre sédentaire des camps à des tâches de production, ce qui contribuerait à réduire la dépendance des populations vis-à-vis de toutes les formes d'aide charitable, tout en affirmant leur dignité.

Dans un secteur différent, celui de la santé, la demande est distincte selon qu'elle émane du patient, du corps médical ou des organisations d'aide aux réfugiés d'obédience internationale. Elle peut même entraîner certains heurts entre ces deux dernières instances, comme nous avons pu le vérifier à l'hôpital (qui n'est en fait qu'un dispensaire) de Choglansar, au milieu des dix camps de réfugiés : la représentante d'une association d'aide aux réfugiés nous a interdit de nous entretenir avec le

médecin tibétain responsable de cet établissement de soins qui ne partageait pas ses points de vue, nous menaçant même de faire saisir l'enregistrement de l'entretien que nous avions eu malgré son interdiction, sous prétexte qu'il était préjudiciable à l'image des réfugiés.